



Déclaration liminaire SNUipp-FSU16 - CAPD du 28 mars 2013

Monsieur le Directeur Académique,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour étudier, entre autres, les départs en stage CAPA SH : force est de constater que décidément, le changement n'est pas pour maintenant : aucun départ dans les options E et G ! Ne pas renouveler ce vivier d'enseignants spécialisés, **c'est condamner définitivement les RASED** qui subsistent encore. Les enseignants et les élèves, eux, paient chaque jour les conséquences de l'absence de solutions dans l'école pour la prise en charge de la difficulté scolaire.

A nouveau, cette année, les résultats aux mutations interdépartementales affichent un taux en baisse. Seulement, un peu plus de 2 enseignants sur 10 voient leur demande de mutation satisfaite alors qu'ils étaient près de 1 sur 2 en 2004. De même, seulement 39,25 % des enseignants pourront se rapprocher de leur famille, critère pourtant considéré comme une priorité. Cette situation prive nos collègues de toute possibilité de projet, de tout espoir de concilier projet de vie personnelle et vie professionnelle. Par ailleurs, il est nécessaire d'améliorer de manière significative et concrète les possibilités de mutation d'ici la fin de l'année scolaire pour la rentrée 2013.

Le SNUipp-FSU 16 tient à rappeler inlassablement qu'il est opposé au profilage des postes dont la liste augmente d'année en année, rendant le mouvement de plus en plus difficile - sans parler des 40 postes bloqué pour les FS1 - et dégradant la transparence et l'équité qui devraient prévaloir. Vous en rajoutez encore dans le profilage (Maternelle, plus de maîtres que de classes) et vous éloignez toujours plus le mouvement d'un mouvement juste et choisi par les personnels ce qui engendre rancœur et suspicion quant aux décisions prises.

En ce qui concerne le temps partiel, la parution tardive de la circulaire nationale entraîne un retard important à l'échelon départemental. Cette situation va engendrer, de fait, des conséquences non négligeables que nous mesurons à peine pour les collègues.

- faire leur demande alors que l'organisation de la semaine scolaire n'est pas fixée ;
- faire face à des difficultés d'organisation pour la rentrée scolaire prochaine (crèche, garde d'enfants...) ;

Nous demandons que tous les collègues souhaitant travailler à temps partiel le puissent. Les conditions de travail sont de plus en plus difficiles, de plus en plus de tâches sont demandées aux collègues et souvent ceux-ci choisissent une baisse conséquente de leur salaire. Nous demandons également à ce que la quotité de 80 % soit étendue à tous quelque soit le rythme de travail des écoles.

Une immense majorité de villes et de villages dans notre département a d'ores et déjà décidé de se laisser le temps jusqu'à la rentrée 2014 pour organiser la prise en charge des enfants dans le cadre de nouveaux rythmes scolaires.

Nous ne pouvons que nous en réjouir compte tenu de l'ampleur de la tâche. Le SNUipp-FSU16 a oeuvré et continuera d'oeuvrer pour que ce décret mal ficelé soit réécrit. Aucune réforme de qualité ne pourra se faire sans les enseignants et si la réforme devait s'appliquer effectivement à la rentrée 2014, il faut impérativement que nos collègues disposent de suffisamment de temps pour construire des projets ambitieux.

En outre, les projets de pause méridienne allongée inquiètent, à juste titre, car il est mensonger de prétendre agir dans l'intérêt de l'enfant lorsque ni les locaux ni les activités proposées ni les taux d'encadrement par des personnels précaires ne permettent un temps de calme et de repos.

Nous vous mettons également en garde sur l'apparition de foyers de tensions entre les collectivités et les équipes.

Comme vous le voyez la rentrée 2013 s'annonce prometteuse !

Comment dans ces conditions là, peut on envisager que les écoles soient en bon ordre de marche à la rentrée prochaine ?

Julien Peyraut pour le SNUipp-FSU16